

<http://geab.eu/100-numeros-10-ans-le-geab-de-leap-est-la-et-bien-la-et-le-grand-retour-de-leurope-brune-aussi/>

Crise systémique globale : le grand retour de l'Europe brune – le Communiqué public du GEAB 100

Elle est là, elle monte tout doucement, « la bête immonde »[7].

Il y a très longtemps, en 1998, Franck Biancheri, notre regretté directeur des études, signait un article d'anticipation intitulé : « 2009, quand les petits-fils d'Hitler, Pétain, Mussolini... prendront le contrôle de l'UE. »[8] C'est en effet ce qu'il anticipait pour l'UE si elle échouait à se démocratiser. L'échec est là, patent. Et le processus est bel et bien enclenché.

Comme nous l'avons dit plus récemment, la vague des migrants suivie des attaques terroristes ont constitué des chocs bien trop importants en 2015 pour que l'UE, si fragilisée par la crise euro-russe et celle de l'euro, y résiste.

Les tendances progressistes et réactionnaires s'équilibraient jusqu'en septembre. Ce n'est plus le cas.

La peur est désormais le sentiment dominant en Europe : peur de la Chine, de la Russie, de la concurrence des émergents, de ne pas arriver à s'adapter, des musulmans, de l'immigration, du réchauffement climatique, des impôts, de la dérégulation, d'internet, des jeunes qui ne respectent rien, des vieux qui grèvent les dépenses publiques, de l'alimentation qui nous tue, de l'eau qui est polluée, des médicaments qui sont toxiques, du cancer qui nous guette tous...

Cette peur a des causes réelles, pas de doute, et c'est cela le problème. Les défis du monde moderne s'amoncellent, toujours plus vastes et vitaux, et les citoyens assistent effrayés aux gesticulations non seulement impuissantes mais contre-intuitives de leurs gouvernants. Lorsque les citoyens en savent plus sur ce qu'il faudrait faire que leurs gouvernants, la panique s'installe.

Et les alternatives politiques apparaissent partout sur notre continent, résultant de l'absolu impératif de changement ressenti par les Européens :

. création de partis radicaux de gauche en Grèce, Espagne, Portugal, Slovénie... reprise en

main des partis de gauche traditionnelle en Italie, au Royaume-Uni... l'émergence d'une nouvelle gauche ancrée dans la volonté des peuples terrifie les élites financières et militaires appuyées sur les médias et les partis au pouvoir ;

. renforcement de partis radicaux de droite en France (FN), en Autriche (FPÖ), aux Pays-Bas (Geert Wilders), en Allemagne (AfD)... qui bénéficient mécaniquement de la panique migratoire et terroriste. Ces partis sont également ancrés dans les problématiques des peuples mais leur idée de l'ordre les rend accessibles à une alliance avec l'establishment en place, qui ne fera in fine pas de difficulté à se rallier à leurs idées (le Royaume-Uni de Cameron et de Theresa May, prétendument « ligüés » contre l'UKIP mais en réalité accrochés comme des moules à leurs privilèges de caste régnante[9], fournissent de cela un exemple criant);

. renforcement des mouvements radicaux communautaires, xénophobes, racistes, homophobes (Pegida en Allemagne, Pologne, Danemark...) qui provoquent des manifestations, contre-manifestations qui dégénèrent et entraînent des comportements violents ...

C'est ainsi que commencent à être proférées de vraies menaces dans l'hypothèse de succès électoraux de ces partis : un général de l'armée britannique promet une mutinerie si Corbyn prenait le pouvoir en Angleterre[10], la City met en garde contre l'élection de Ed Miliband[11], Blair annonce la fin du Labour si Corbyn en prend la tête[12], le « patron des patrons » français annonce que le succès du FN sera une catastrophe pour l'économie française[13], le premier ministre français parle de « guerre civile » en cas de victoire du FN[14], le gouvernement portugais supplie l'Union de gauche de ne pas remettre en question les politiques pro-OTAN et pro-euro menées jusque-là par le pays[15]... après avoir failli succomber à la tentation d'empêcher cette Union de gauche de prendre le contrôle du Parlement comme le résultat des élections l'imposait.

On le voit le vrai danger, c'est le risque de voir l'establishment européen bloquer les évolutions politiques en cours, interrompre les processus démocratiques. Les exemples d'attaques patentes sur nos démocratie existent sans doute déjà : la dernière élection polonaise qui a permis l'accession au pouvoir d'un dinosaure du monde-d'avant, Duda, a été accusée d'être le résultat d'un « coup d'État » par une personne aussi respectable que le chef du Parlement européen, Martin Schulz[16].

Tentation de couper le wifi public en France[17], expériences de fermeture de comptes bancaires menées par la Barclays à Chypre[18], rapprochement entre les géants d'internet et

les États membres au nom de la lutte contre le terrorisme[19], etc... une collusion entre secteur privé et public se met en place pour limiter les libertés publiques... avec l'assentiment de populations de plus en plus terrorisées. Les situations d'état d'urgence décrétées ici et là le permettent.

Quant au niveau européen, ce n'est que par sa force d'inertie qu'il semble encore résister à cette grande vague réactionnaire, comme le suggèrent les remarques de Schulz (le Parlement européen nous sauvera-t-il ?). En réalité, alors qu'il y a six mois l'UE proposait encore des projets d'union politique, d'union fiscale, des plans d'infrastructures, une vraie gouvernance de la zone euro, elle a commencé elle aussi à surfer sur la vague de la peur pour se renforcer : l'Europe-Forteresse est bien son principal projet maintenant mené manu militari de surcroît et à grand renfort de menaces d'exclusion des États membres qui hésiteraient à lâcher ces derniers lambeaux de souveraineté[20].

Et en même temps, que faire d'autre ? Le fait est que ces mesures correspondent à une demande des populations européennes. Tout le problème vient du fait qu'il est maintenant trop tard pour agir autrement qu'en réaction. Les générations futures pourront nous juger et nous condamner, c'est une fois de plus l'incurie/l'impuissance des dirigeants des 30 dernières années qui est en cause dans le grand dévoiement démocratique désormais en route.

La démocratisation de l'UE aurait pu avoir lieu comme les dirigeants des années 80 le prévoyaient. La vague migratoire aurait pu être évitée si l'Europe avait résisté aux dernières folies de la politique américaine au Moyen-Orient, celles consistant à vouloir se débarrasser d'un énième dictateur en Syrie, quitte à générer un nouveau chaos, sans s'en donner les moyens de surcroît. L'EI, ce rêve bafoué d'intégration régionale du monde arabe qui se transforme en cauchemar, en aurait également été évité, ou tout au moins limité.

Le tournant dans les deux cas, c'est 2013, dernière année du mandat Barroso. C'est également l'année d'où est sortie la crise ukrainienne. En 2015, le mal est fait sur tous ces fronts, les fenêtres d'opportunité pour que l'Europe prenne les bons chemins au bon moment se sont refermées, il n'y a plus de bonne solution, de même qu'il n'y a plus de bons acteurs.

Sur ce dernier point, notre équipe est de plus en plus frappée par l'évolution de pays partenaires comme la Russie ou la Turquie. La Russie en particulier, cette Russie que l'Europe n'a plus d'autre choix que de suivre en se pinçant le nez maintenant, est bien différente de celle qui a été snobée en 2013. A l'époque, Poutine était toujours en pleine offensive de

charme en direction de l'Europe, affichant une forte volonté d'eupéanisation : JO, droits de l'homme, Nobel de la paix potentiel pour son rôle joué dans la crise syrienne... ce Poutine-là jouait selon les règles européennes tout en exigeant d'être reconnu comme un pair. Le traitement auquel lui et son pays ont eu droit en 2014 l'a fait basculer du côté de la Chine, reléguer ses efforts en matière de droit de l'homme, développer le plus grand mépris pour les Européens... et maintenant que nous en venons à ses idées, c'est l'Europe qui doit jouer d'après ses règles. Beau succès.

D'une certaine manière, la Turquie d'Erdogan a évolué dans la même direction. L'Erdogan soucieux de représenter un islamisme modéré moderne et pro-démocratique n'a pas résisté aux énormes crises traversées par son pays et dont une partie de la responsabilité incombe aux Européens. Il a ainsi développé lui aussi le plus grand mépris pour cette Europe pusillanime et toujours indécise, comme il le prouve en ne daignant même pas se rendre au Sommet EU-Turquie et en y envoyant à la place son premier ministre, Davutoglu[21].

En une année, 2014, l'Europe a perdu tout prestige sur la scène internationale, ses anciens alliés (US, Arabie Saoudite, Israël...) apparaissent de plus en plus clairement comme la source de nombreux problèmes mettant en danger la planète; alors qu'elle est désormais contrainte de se rapprocher de partenaires (Russie, Turquie...) qu'elle a méprisés et traités en inférieurs pendant des décennies, récoltant aujourd'hui le dédain de pays qui n'ont plus que faire des efforts de compatibilité démocratique avec elle...

La crise est là, les évolutions ont eu lieu mais l'Europe a perdu la main. Il ne lui reste que la peur et c'est pourquoi notre équipe est désormais très pessimiste sur le fait que l'Europe parvienne à éviter une nouvelle période de repli réactionnaire qui sera mise en œuvre par l'establishment lui-même, en collusion avec ses complices, pour éviter au continent européen le chaos.

Parmi les complices de l'establishment, qu'ils le veuillent ou non, il faut compter des partis comme le FN justement, qui ne sert depuis l'origine que de « chiffon rouge » destiné à faire indéfiniment réélire les élites en place à la tête de la France. Le FN et les islamistes ont la même histoire : ils ont servi à maintenir au pouvoir trop longtemps des élites de plus en plus déconnectées ; ils ont servi d'exutoire de facto « autorisé » à une représentation citoyenne niée par la stérilisation complète de la vie politique française : seul le FN avait droit de cité comme prétendue alternative aux grands partis, servant une comparaison favorable à ces derniers.

Comme dans le monde arabe avec les islamistes, le risque de prise de pouvoir du FN in fine

se manifestera tout d'abord par une tentative de blocage « au nom de la démocratie » (Algérie du FIS), puis finalement par l'adoption de toutes ses thèses et de ses ressources humaines par les élites au pouvoir, ou à la prise de pouvoir effective. Dans les deux cas, la démocratie n'est pas au programme dans la France des prochaines années. Trop de problèmes et trop de responsabilités pour se payer ce luxe, sans doute.

Ce déraillement démocratique français contribuera à conforter des évolutions similaires dans d'autres pays européens.

Bien sûr, on peut se dire que le retour de l'Europe brune sera de courte durée, que ce repli réactionnaire de l'Europe face à des transformations globales qui la dépassent servira à la protéger, que les Européens auront tôt fait de vouer à l'échec cette évolution, que la société « internetarisée » ne mettra pas longtemps à se réorganiser et à expulser le mal... Bien sûr, notre continent survivra à ce nouvel épisode de la partie sombre de son Histoire. Mais n'oublions pas que toutes les guerres ne finissent pas comme la Seconde Guerre mondiale ; au contraire, chaque guerre, chaque période noire, porte généralement en son issue les germes de la suivante.

À titre d'exemple, il est bon de savoir que le FN a créé il y a trois ans son bureau à l'ENA aux côtés de celui du PS et des Républicains et qu'une part désormais significative des diplômés de l'école française d'administration (qui fournit les ressources à l'encadrement supérieur de tout l'appareil d'État français) sont des sympathisants FN... « Sympathisants » qui ont cette fois un intérêt professionnel au succès de leur parti... et qui ont les moyens d'y contribuer[22]. Cette évolution nous dit que les idées du FN ne sont pas près de disparaître de l'appareil d'État français, et donc d'un des cœurs de l'Europe... (Pour lire la suite, inscrivez-vous au GEAB)

[1] Laboratoire Européen d'Anticipation Politique fondé en 2005 par Franck Biancheri et moi-même (dans la foulée d'Europe2020, ancêtre de LEAP fondé en 1999 également par les mêmes), think-tank européen indépendant qui consacre son activité d'anticipation à deux thèmes essentiellement : la gouvernance européenne (Projet Euroland Gouvernance 2020), les relations de l'Europe avec le reste du monde (Projet Euro-BRICS). Dans le cadre de ses travaux, LEAP organise séminaires et rencontres qui s'adressent aux décideurs politiques, économiques, financiers et de la société civile, publie rapports et analyses et le bulletin mensuel sur la « crise systémique globale », le GEAB.

[2] Quand on lui faisait valoir les mérites d'un officier, Napoléon s'enquerrait aussitôt de la bonne étoile de l'intéressé. Source : Le Figaro, 03/12/2015.

[3] C'est ainsi que, dans le cadre d'un partenariat entre LEAP et La Sorbonne, les premières formations à l'anticipation politique sont conçues, bientôt suivies du Manuel d'Anticipation Politique rédigé par moi-même sur la base de ces formations et paru aux Éditions Anticipolis en 2009.

[4] Source : LEAP/EuroBRICS , 26/06/2015

[5] Source : LEAP/EUROLAND

[6] Cf notamment : IRPA, 10/11/2015

[7] En référence à l'expression de Bertold Brecht dans la résistible Ascension d'Arturo Ui, parabole de la montée au pouvoir d'Adolf Hitler : « Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde. » Source : Wikipedia

[8] Source : Europe 2020

[9] En parlant de privilèges de caste régnante et d'Angleterre, le récent article du Telegraph sur l'utilisation que fait Tony Blair de ses années passées au 10 Downing Street, est véritablement écœurant. Source : Telegraph, 14/12/2015.

[10] Source : The Independent, 20/09/2015.

[11] Source : Le Monde, 16/04/2015.

[12] Source : Sky News, 22/07/2015.

[13] Source : Le Figaro, 01/12/2015.

[14] Source : The Telegraph, 11/12/2015.

[15] Source : The Telegraph, 23/10/2015.

[16] Source : The Telegraph, 15/12/2015.

[17] Source : The Local, 07/12/2015.

[18] Source : Business Insider, 21/06/2015.

[19] Source : EU Business, 04/12/2015.

[20] Source : The Times, 03/12/2015.

[21] Source : Deutsche Welle, 30/11/2015.

[22] Sources : Le Point, 27/08/2015 ; Marianne, 16/11/2013.